

75^e RENCONTRE DU CRIPS ÎLE-DE-FRANCE

Contentons
nous
de faire
réfléchir
n'essayons pas
de convaincre
Georges Braque

QUELLE PRÉVENTION DE L'USAGE DE SUBSTANCES EN MILIEUX FESTIFS ?

ANTONIO UGIDOS
DIRECTEUR, CRIPS

Une grande diversité de produits psychoactifs, de modes de consommation sont présents dans les fêtes. Pour les usagers, ces consommations peuvent être à l'origine de nombreuses prises de risques : directement en lien avec les produits et leurs modes de consommation (hépatites, VIH) ou liées à une baisse de vigilance et de contrôle des comportements (comportements sexuels non protégés, accidents de la route, violences agies ou subies). Dans cette rencontre, nous allons réfléchir ensemble sur les stratégies qui sont mises en place pour lutter contre ces prises de risques, pour que la fête reste une fête et qu'elle se termine bien.

DANIELLE MESSAGER
JOURNALISTE, FRANCE INTER

Nous allons envisager quels types de prévention sont réalisables en milieu festif et les difficultés rencontrées, car la fête est associée à la liberté et il est difficile qu'elle le soit avec la contrainte. Pour autant, la réduction des risques est quasiment aujourd'hui admise par tous, elle implique la prévention, l'information. Comment faire pour qu'un usage au départ récréatif ne vire pas au drame ? À quel moment l'usage peut devenir nocif ? Nous aborderons aussi les difficultés rencontrées par les acteurs de la prévention, qui ne sont pas toujours reconnus dans leur action.

Rencontre du 17 décembre 2009. Les rencontres du Crips Île-de-France sont organisées avec le soutien de la Direction régionale des Affaires sanitaires et sociales d'Île-de-France.



CENTRE RÉGIONAL
DE RESSOURCES
D'INFORMATION ET
DE PRÉVENTION
SUR LE VIH/SIDA,
LES IST, LES HÉPATITES,
L'ÉDUCATION À LA VIE
AFFECTIVE ET SEXUELLE,
LES DROGUES,
LES DÉPENDANCES ET
LES CONDUITES À RISQUE
CHEZ LES JEUNES

Tour
Maine-Montparnasse
BP53 /
75755 Paris cedex 15
tél **01 56 80 33 33**
fax **01 56 80 33 00**
www.lecrisp-idf.net
info@lecrisp.net

ouvert au public
du **lundi** au **vendredi**
de **13h** à **19h**

 **îledeFrance**



PREFECTURE DE LA REGION
D'ÎLE-DE-FRANCE

Émilie Coutret, vous êtes la coordinatrice de Techno+, une association qui intervient dans le milieu festif. Vous allez nous présenter votre action sur le terrain. Quelles mesures vous mettez en place pour faire face à ce public qui a des pratiques et des consommations diverses. Pour cela, il faut s'adapter, c'est ce que vous faites.

ÉMILIE COUTRET

COORDINATRICE, TECHNO+

Techno+ est une association de prévention et de réduction des risques en milieu festif. Notre travail porte sur l'ensemble des pratiques à risque dans le milieu festif, à la fois sur l'usage de substances légales ou illégales mais aussi sur les risques auditifs, sur ceux en lien avec la sexualité ou la conduite de véhicules. Le travail de Techno+ est possible grâce à l'implication d'une équipe d'une cinquantaine de volontaires issus du milieu techno. Chaque volontaire reçoit une formation adéquate pour intervenir lors des soirées techno dites *underground*. L'intervention de Techno+ se fait toujours à la demande des organisateurs.

Il existe différents types de soirées : les *free parties* légales ou illégales, et le plus souvent gratuites, qui peuvent attirer jusqu'à 500 personnes. Les *raves parties*, plus officielles et réglementées, commerciales, professionnelles ou amateurs sont payantes. Elles peuvent réunir jusqu'à 5 000 participants. Les multisons amateurs durent plusieurs jours (48 ou 72 heures), ils sont organisés au niveau départemental et concernent 5 000 à 10 000 teufeurs. Les teknivals fonctionnent sur le même principe que les multisons mais sont d'ampleur nationale avec un public allant de 50 000 à 80 000 personnes certaines années. Les manifestives sont des manifestations festives en ville avec des chars musicaux. Techno+ intervient aussi dans les soirées organisées dans les clubs et les bars, car la répression dont sont victimes les *sound systems* les incite à organiser des soirées « plus à l'abri » des forces de l'ordre. Techno+ est également associé au projet Fêtez Clairs qui sera présenté par Thierry Charlois.

Dans ces événements, il est difficile d'établir une réelle classification sociologique du public. Le seul dénominateur commun entre ces personnes est leur amour de la techno et l'envie de faire la fête. La caractéristique principale est bien la diversité, tant au niveau des orientations politiques qu'au niveau des classes sociales ou culturelles. Cette diversité se retrouve aussi au niveau des consommations de produits psychoactifs. Pour certains, l'usage sera occasionnel, récréatif, et pour d'autres problématique. Certains sont non-consommateurs, d'autres abstinentes.

Lors des soirées, la consommation des participants est conditionnée par la disponibilité des différents produits. Ainsi, lorsque la MDMA a été moins disponible, les usagers se sont dirigés vers d'autres produits comme

la kétamine ou le LSD, pour finalement consommer de nouveau de la MDMA quand celle-ci est réapparue. Dans les événements techno, les polyconsommations de produits sont très répandues. L'alcool et le cannabis sont les produits les plus utilisés, auxquels peuvent être associés des excitants, des hallucinogènes, etc. Les modes de consommation sont multiples : l'inhalation, pour les produits qui se fument, mais aussi le sniff – pratique très courante – et, dans une moindre mesure, l'injection. En fonction de ces différentes pratiques de consommation, les usagers s'exposent à différents types de risques. Ceux directement liés aux produits et à leurs effets : malaises, surdoses, *bad trips*, et au long terme à la dépendance. D'autres risques sont liés aux risques de contaminations virales (VIH et VHC). Les risques judiciaires sont liés à la vente ou revente et à l'usage, ils sont augmentés du fait de la possibilité des dépistages salivaires, de la détention de produits. Enfin, d'autres risques vont être augmentés par la prise de produits : risques auditifs, sexuels, chutes, violences, et les risques liés à la conduite sous l'emprise de stupéfiants.

À partir de ces constats, la réponse de Techno+ a été de mettre à la disposition du public des *flyers* apportant une information objective sur les produits, les pratiques et leurs risques ainsi que des outils de réduction des risques. À titre d'exemples, *Roule ta paille* pour l'usage unique et personnel d'une paille propre, ainsi que le Kit+ proposant du matériel d'injection stérile, des éthylotests, des préservatifs, etc. Techno+ propose également différents espaces : le *testing* où les produits peuvent être analysés par chromatographie sur couche mince, le *chill out* pour permettre aux participants de se reposer. Le débadtripping, la bobologie, les premiers secours et les maraudes font aussi partie des actions des volontaires de Techno+. Le stand de Techno+ devient ainsi une interface où il est possible au participant de discuter et d'avoir un entretien personnalisé. L'objectif est de responsabiliser les usagers et de leur permettre de définir et d'adapter leur propre stratégie de réduction des risques.

Pour conclure, Techno+ est une association de santé communautaire, la communauté faisant référence au milieu techno et non aux usagers de drogues. C'est une association qui a émergé du milieu techno et qui entretient un lien très fort avec celui-ci.

QUESTIONS DE LA SALLE

STEPHEN KARON, ASSOCIATION KEEP SMILING, LYON

— L'usage de la MDMA s'est arrêté puis est réapparu. Pourquoi ? Différences de qualité, de prix ?

ÉMILIE COUTRET — Sur un mois, le prix n'a pas bougé. Il semblerait que l'un des produits précurseurs de la MDMA, qui était fabriqué en Chine, ait été interdit. Depuis il serait synthétisé ailleurs, ce qui rendrait la MDMA de nouveau disponible.

ELISABETH PFLETSCHINGER, PHARMACIENNE, CHARGÉE DE MISSION SANTÉ, MISSION INTERMINISTÉRIELLE DE LUTTE CONTRE LA DROGUE ET LA TOXICOMANIE (MILDT) — Qu'est-ce que la chromatographie sur couche mince ?

ÉMILIE COUTRET — C'est une technique couramment utilisée pour séparer des composants dans un but d'analyse. Elle nous permet de comparer des produits, par rapport aux témoins. Les témoins proviennent des premières analyses. Les échantillons sont conservés d'une fois sur l'autre au cours des soirées. Les rapports frontaux sont constants, nous savons que telle molécule aura tel rapport constant.

FRÉDÉRIC SORGE, LA MOSAÏQUE — Qu'est-ce que le *testing* ?

ÉMILIE COUTRET — Il s'agit d'une réaction chimique colorimétrique peu spécifique et qui donne des informations générales et partielles. Il ne peut en aucun cas se substituer à une analyse chimique. La MDMA réagit ainsi par une couleur noire violacée, un peu de fumée s'échappe. Mais d'autres dérivés peuvent donner la même réaction. La chromatographie est une technique d'analyse sur site plus poussée, plus approfondie qui permet d'identifier avec une plus grande certitude un produit.

DANIELLE MESSAGER

Nous allons enchaîner avec Roberto Levrain, responsable de mission à Médecins du monde. L'intervention qui va suivre est un peu particulière dans la mesure où vous n'allez pas nous parler de vos actions à MDM, mais de ce qui ne va pas, à tel point que vous êtes amené à prendre des décisions radicales. Vous nous ferez part d'un constat de carence de la part de l'État qui vous place dans des situations d'isolement sanitaire, de prises de risques que vous ne pouvez plus supporter aujourd'hui.

ROBERTO LEVRAIN

**RESPONSABLE DE MISSION,
MÉDECINS DU MONDE (MDM)**

Pour commencer, je rappellerai juste une phrase de Nicole Maestracci, ancienne présidente de la Mildt : « Une société sans drogue n'existe pas ».

Durant le teknival 1997, Techno+ œuvrait déjà sur le terrain depuis deux ans et avait remarqué les problèmes délétères que pouvait amener la consommation d'ecstasy. Cela a largement contribué à stigmatiser le milieu techno qui a su se saisir de cette question avec une grande lucidité d'esprit.

La mission *Rave* MDM a ainsi été créée sur l'impulsion de deux associations, le Tipi et Techno+, dont l'objectif était de réduire les risques sanitaires liés aux usages de produits psychoactifs dans le contexte des teufs, des milieux techno *underground*. Lors de ces événements qui

durent plus de 20 heures, les dispositifs de MDM se situent au cœur du site ou à proximité d'une voie d'évacuation. Ils sont pourvus d'un pôle sanitaire organisé par des médecins et infirmiers bénévoles. Leur intervention concerne aussi bien la bobologie que des situations plus graves liées à l'usage de drogues, au surdosage, à l'hyperthermie.

Les dispositifs de droit commun sont situés à l'extérieur du site derrière un cordon de policiers ce qui les rend difficile d'accès. Ces dispositifs de droit commun, souvent le Samu et les pompiers, eux-mêmes en lien avec les hôpitaux locaux et mobilisés par les préfetures, n'interviennent qu'à la suite d'un accident grave : traumatisme, overdose, arrêt cardiaque légal ou non. Parfois, les équipes non médicalisées de la Croix-Rouge et de la protection civile s'aventurent avec beaucoup de réticences sur le site de la teuf. MDM réalise l'articulation sanitaire permanente pendant toute la durée de l'événement. Il fait aussi office de médiateur entre les forces de l'ordre et les *sound systems*. Ce qui sort du cadre de MDM. En douze ans, notre intervention a permis de sauver 600 vies et nous avons été confrontés directement à une trentaine de décès. Depuis 2002, les associations d'auto-support et les associations de réduction des risques dont MDM travaillent étroitement avec le monde des *sound systems* et le ministère de l'Intérieur pour établir des protocoles afin que les fêtes s'organisent avec le moins de risques possibles pour l'ensemble des participants. Mais, actuellement, pour le ministère de l'Intérieur, la priorité semble être l'infraction aux lois. En 2009, deux événements ont marqué l'action de notre mission. Le premier au cours d'un teknival dans l'Eure accueillant 35 000 participants pendant plus de 80 heures. Ce festival a été marqué par l'usage de la kétamine qui provoque des comas plus ou moins profonds. La préfecture n'a saisi les dispositifs de soins installés à l'extérieur qu'après un décès en dehors du site et l'intervention insistante d'un médecin du Samu. Les norias d'évacuation ont été effectuées par les bénévoles de MDM et deux personnes du Samu. Le second événement important a été la Fête de la musique qui s'est déroulée au Bois de Boulogne à Paris. Nos équipes ont été physiquement malmenées, les teufeurs ont été violemment agressés par des tirs de Flash-Ball à bout portant. Certains teufeurs ou de simples passants se sont retrouvés en garde à vue. L'intervention des pompiers a été retardée par les actions de la police. Ces événements indiquent que l'État met en place des dispositifs de répression qui créent des violences, détruisent les véhicules et le matériel des *sound systems*. Le ministère dont MDM dépend est celui de la Santé et pourtant en 2008, le ministère de l'Intérieur a saisi MDM afin de se rendre sur un teknival-sarkoval alors qu'au même moment se déroulait un teknival sauvage dans le sud de la France. Nous avons dû scinder nos équipes en deux.

Nous demandons fermement le respect fondamental des droits des personnes ; le respect du statut des intervenants associatifs et de leur mission de santé publique sur

le terrain. Nous constatons qu'un milieu culturel qui a su se poser des questions de santé est criminalisé. La politique socio-sanitaire actuelle gérée par l'État va à l'encontre des droits de l'homme et de la personne, et nous allons fermer notre mission à Paris fin 2010. Nos différentes missions sur le territoire vont maintenir leurs activités notamment au niveau transfrontalier. Nous espérons en 2010 pouvoir transférer nos compétences vers les associations d'auto-support et celles qui ont été créées par les teufeurs eux-mêmes, qui se mobilisent beaucoup.

QUESTIONS DE LA SALLE

DANIELLE MESSENGER — Que va-t-il se passer concrètement ?

ROBERTO LEVRAIN — On ferme la mission. En revanche, une équipe constituée d'observateurs accompagnera les teufs, pour témoigner en cas de violation des droits de l'homme.

STEPHEN KARON — Je suis surpris, même si je comprends la position politique, le ras-le-bol. MDM est important pour le milieu festif. Comment envisagez-vous la suite pour les associations ?

ROBERTO LEVRAIN — Nous avons fait un séminaire avec nos missions *Rave*. En région PACA, cela fonctionne déjà. Nous avons une année pour transférer nos pratiques et notre savoir. Nous allons accentuer notre action sur le témoignage. Nous serons toujours présents à vos côtés dans la diminution des risques.

ANTONIO UGIDOS — Le travail de MDM a toujours été celui d'un révélateur de ce qui dysfonctionne, et d'être aussi un espace qui met en expérimentation des pratiques pour qu'elles soient ensuite reprises par la société civile ou les services de droit commun.

DANIELLE MESSENGER

Nous allons passer la parole à nos amis de Londres pour savoir comment se fait la prévention de l'usage de drogues en milieu festif à travers le programme *Safer nightlife*. Paul Dargan et David Wood sont tous deux médecins du Medical Toxicology Office aux St. Guy's and St. Thomas' Hospitals.

PAUL DARGAN

**MÉDECIN, SAFER NIGHTLIFE,
ST. GUY'S AND ST. THOMAS' HOSPITALS**

Nous sommes des médecins spécialisés en toxicologie. Les deux hôpitaux dont nous faisons partie se situent dans le centre de Londres. Le service de toxicologie où je travaille accueille environ 1 800 patients, dont 50 % se présentent avec des épisodes toxicologiques aigus. Ce sont des personnes qui fréquentent les boîtes de nuit, les clubs, etc.

Une base de données est alimentée depuis cinq ans par les informations recueillies auprès des patients, aussi bien à l'hôpital qu'au niveau des Club Medic Room (salle médicale dans les clubs). Elle répertorie les différents types de substances consommées, les symptômes observés, les examens pratiqués et la durée du séjour. Il y a cinq ans, le nombre de personnes souffrant d'épisodes de toxicité aiguë était en augmentation. Les patients arrivaient tardivement à l'hôpital car il n'y avait pas de prise en charge précoce sur le lieu de fête. Partant de ce constat, un partenariat local a été organisé avec l'unité de toxicologie de l'hôpital, la police, les ambulances, les propriétaires de clubs et la St. George's University de Londres qui possède un laboratoire d'analyses auquel sont adressés les échantillons de substances recueillis sur place. L'objectif de ce partenariat est d'améliorer la prise en charge hospitalière des patients et de mettre en place une politique de prévention mais aussi d'identifier les substances utilisées.

Les données recueillies montrent que les substances les plus représentées en pourcentage sont le GHB et le GBL. Les personnes ayant consommé de l'ecstasy et de la cocaïne se retrouvent plus souvent à l'hôpital que dans les Club Medic Room du fait de la survenue de problèmes graves de type cardiovasculaires ou d'agitation. Pour la kétamine, l'inverse est observé. Les usagers souffrent de symptômes plus légers et donc plus faciles à prendre en charge sur place.

L'analyse de cette base de données montre aussi que la consommation de cocaïne a très fortement augmenté depuis deux ou trois ans. Cette information est corrélée avec ce qui est observé dans le reste du Royaume-Uni mais aussi en Espagne.

Un point particulier concerne la MDMA. Sa consommation est stable mais le contenu des tablettes d'ecstasy a changé. Les analyses du laboratoire de la St. George's University de Londres sur les échantillons récupérés montrent une variation dans le contenu des principes actifs des cachets d'ecstasy depuis deux à trois ans. Aujourd'hui, 20 % à 30 % des cachets d'ecstasy contiennent de la MDMA. Le reste contient d'autres types de nouvelles substances et 20 % des cachets ne possèdent aucun produit actif.

DAVID WOOD

**MÉDECIN, SAFER NIGHTLIFE,
ST. GUY'S AND ST. THOMAS' HOSPITALS**

Les réseaux mis en place avec le personnel des boîtes de nuit, les ambulances et la police remontent à l'hiver 2005. Les patrons de bars avaient peur que la police ne débarque, que des saisies soient faites et que des arrestations aient lieu. Grâce au partenariat, notamment avec la police, les patrons de bars osent appeler suffisamment tôt les secours. La mise en place du Club Medic Room permet d'évaluer l'état des patients et de les adresser, si nécessaire, à l'hôpital. Au niveau du Club

Medic Room, ce ne sont pas des médecins mais des infirmières et des *paramedics*, comme ils sont appelés en Angleterre, qui officient.

Ce travail conjoint a abouti à la rédaction de recommandations mises à la disposition des personnes s'occupant des patients dans ces boîtes de nuit, à la mise en place d'une formation pour les professionnels ainsi qu'à l'élaboration d'une publication qui s'adresse notamment aux médecins qui s'intéressent à ces questions. Ces recommandations sont rassemblées dans une brochure intitulée *Safer Nightlife* qui reprend en partie une publication antérieure *Safer Clubbing* qui portait principalement sur la ventilation et les structures à mettre en place. Cette brochure est gratuitement téléchargeable sur le site internet du London Policy Forum. Ces recommandations permettent d'identifier différents types de symptômes suivant les substances (amphétamines, GBL, GHB et kétamines) absorbées par les patients. Les événements d'ischémie, d'hyperthermie et d'arythmie cardiaque sont identifiés en fonction des substances absorbées. Ce travail a fait l'objet de publications dans la presse médicale spécialisée et la BBC a relayé l'information, la rendant alors accessible au plus grand nombre.

Des problèmes ont été observés chez ceux qui ne fréquentaient pas les boîtes de nuit ou allaient dans des soirées privées. Un projet d'éducation pour ces utilisateurs occasionnels de produits s'est concrétisé par le projet Drug Idle. C'est un événement organisé en fin de journée dans des boîtes de nuit ou des pubs, qui réunit des représentants de la police, des toxicologues et un *steward* qui anime la soirée. Information et conseils sont délivrés par des spécialistes de façon conviviale. Ce projet est en place depuis 18 mois et fera bientôt l'objet d'une publication.

Un autre guide pour le consommateur est en cours de révision : le *Vital Information Pack (VIP)*.

En conclusion, la collaboration entre la police, les cliniciens et ceux qui travaillent dans le monde de la nuit peut aider à diminuer les risques et dommages occasionnés par l'usage de drogues.

QUESTIONS DE LA SALLE

FRÉDÉRIC SORGE — Quelle est la proportion de clubs avec une Medic Room ?

DAVID WOOD — Il n'y en a pas dans tous les clubs. La législation a imposé la mise en place au-delà d'un seuil arbitraire de 700 personnes. Ce sont souvent des paramédicaux, des infirmières qui les gèrent, mais pas forcément. Quand il s'agit d'une grande organisation, il y a obligation d'avoir un médecin.

MARGUERITE ARÈNE, MAIRIE DE PARIS — Et pour l'alcool ?

PAUL DARGAN — Un tiers ou plus des personnes ont pris de l'alcool avec une autre drogue, un tiers une drogue

illicite seulement, un tiers sont polyconsommateurs ou pratiquent le *binge drinking*. La brochure évoque également les problèmes d'alcool.

DAVID WOOD — Ce que nous avons observé, c'est que si les personnes sont seulement ivres, elles arrivent à peu près à se prendre en charge.

ANTONIO UGIDOS — Comment est financée la campagne ?

PAUL DARGAN — C'est un financement mixte : Department of Health, Home Office London Drug Policy Forum, Monitoring Centre for Drugs and Drug Addiction.

DANIELLE MESSAGER

Le dispositif Fêtez Clairs a été lancé par la ville de Paris il y a cinq ans. Il rassemble des associations de prévention autour d'une charte passée avec plusieurs boîtes de nuit à Paris pour former le personnel et donner des informations. Comment fonctionne ce dispositif ?

THIERRY CHARLOIS

CHEF DE PROJET, FÊTEZ CLAIRS

C'est un projet parisien de prévention et de réduction des risques dans les milieux festifs et plus particulièrement les discothèques. Il fait suite à une série d'accidents qui ont eu lieu vers 2004 au cours de soirées, dus au mélange GHB et alcool. Des touristes américains en avaient partagé avec des consommateurs français qui ignoraient que le mélange était dangereux. Il en a résulté des comas avec évacuation vers l'hôpital. Avant ces épisodes malheureux, les actions de prévention dans les boîtes n'existaient pratiquement pas, alors que des associations comme Techno+ et Médecins du monde essayaient de pénétrer certaines soirées techno pour suivre leur public. Donc, les institutions, la ville de Paris et plus précisément la Mission de prévention des toxicomanies et le chef de projet toxicomanie de la préfecture de Paris ont invité les partenaires qui pouvaient être concernés à discuter et trouver ensemble des solutions. Les différents partenaires sont des associations comme Techno+ et Médecins du monde, qui s'occupent plus particulièrement de drogues, l'Association nationale de prévention en alcoologie et addictologie (Anpaa) 75 pour l'alcool, le Kiosque info sida toxicomanies pour la sexualité, mais aussi Voiture & Co, la sécurité routière, des médias comme radio FG, Agi son (risques auditifs), Aremedia, Avenir Santé, des syndicats de boîtes de nuit et la police. Le partenariat avec la police – le service de prévention de la brigade des stupéfiants de Paris – était incontournable, puisqu'il fallait rassurer les propriétaires des clubs. Ce sont donc ces différents acteurs qui ont créé le dispositif Fêtez Clairs.

L'objectif est d'intégrer la promotion de la santé dans les cultures festives parisiennes, de responsabiliser le public et soutenir les professionnels des milieux festifs. L'esprit du projet consiste à s'inscrire dans la durée, notamment avec la création d'une charte. Inspirée par de

nombreuses expériences européennes comme à Bruxelles, Barcelone ou Zurich, cette charte est signée par le maire de Paris, le préfet de Paris et les établissements partenaires. Elle comporte trois points essentiels :

- l'environnement : accès à l'eau froide, nourriture, ventilation, boissons « softs » moins chères que l'alcool etc.,
- le partenariat avec les associations. La boîte de nuit s'engage à diffuser en permanence dans son établissement des brochures de prévention fournies par les associations mais aussi des préservatifs, des bouchons d'oreilles et des éthylotests. L'action des associations doit aussi être facilitée pour organiser des stands. Un stand est tenu dans chaque établissement signataire une fois tous les trois mois. En échange, le dispositif Fêtez Clairs s'engage à répondre aux besoins de formation des salariés. Des formateurs associatifs et un formateur du service prévention de la brigade des stupéfiants se rendent dans les boîtes afin de rencontrer l'ensemble du personnel. Tous les membres de la discothèque sont concernés à un niveau ou à un autre par les pratiques à risque qu'il s'agisse du barman ou du DJ en passant par les agents de sécurité,

- les discothèques sont incitées à travailler en dialogue avec la police. La charte est consultable sur le site de la mairie de Paris. Les signataires sont au nombre de seize, il s'agit de discothèques et d'organisateur de soirées. Le dispositif Fêtez Clairs intervient aussi chaque année à la Techno Parade. Cette intervention est réalisée avec Planet Roller et réalise un travail de sensibilisation sur le *binge drinking*. Des intervenants du dispositif Fêtez Clairs interviennent dans la parade pour venir en aide aux participants qui ne se sentent pas bien et d'autres distribuent du matériel de prévention. Nous avons créé des brochures contenant des informations adaptées : *Et toi la drogue tu en sais quoi ?*, *Et toi la drogue tu en es où ?* pour aider les personnes à évaluer leurs consommations. *Le GHB c'est risqué* a été créée en 2008 à la suite de nouveaux problèmes dus aux mélanges avec le GHB dans des soirées gays.

Le plan d'action de trois ans se termine et actuellement le dispositif Fêtez Clairs est en cours d'évaluation. C'est un grand partenariat avec pour copilotes la mairie et la préfecture. La coordination est rendue possible grâce au Forum français pour la sécurité urbaine et une association de villes dont Paris est membre. Les principaux défis aujourd'hui sont les problèmes de la généralisation de la consommation de cocaïne en Angleterre, en Espagne mais aussi en France. Ce type de consommateurs n'est pas très accessible, car de plus en plus la fête se fait chez des particuliers. Un autre problème est celui du *binge drinking*, lors de la Techno Parade mais aussi dans les établissements. Pour la communauté gay, il faut ajouter celui du GHB.

En interne, le manque de ressources humaines nous est préjudiciable. Il est devenu difficile d'organiser chaque trimestre un stand dans seize établissements. L'idée est de créer un groupe pilote crédible qui diffuse des infor-

mations au milieu de la nuit. Un projet d'éducation par les pairs, électro ou gays, pour les trois ans à venir est en chantier.

Le dispositif Fêtez Clairs est présent sur Facebook et Twitter. Il participe au projet européen Democracy, Cities & Drugs ce qui facilite les échanges avec plusieurs villes européennes comme Barcelone ou Amsterdam entre autres. Un sous-réseau est par ailleurs en train d'être créé, il s'agit de l'European Network for Safer Party Labels (Barcelone, Zurich, Bruxelles, Paris). Nous souhaitons « envahir » l'Europe avec cet outil.

DANIELLE MESSAGER

Sandrine Fournier, vous allez évoquer l'étude « Homosexualité masculine et usage de substances psychoactives en contexte festif gay » et cette particularité de l'usage de produits en articulation avec la sexualité. Le produit peut aider, il engage, il peut faire passer à l'acte et autoriser une sexualité qui parfois ne se serait peut-être pas pratiquée de la même façon. Vous évoquez aussi la situation des personnes séropositives.

SANDRINE FOURNIER

ANTHROPOLOGUE

Je présenterai synthétiquement quelques résultats d'une étude exploratoire commandée par l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT) et réalisée en 2007 à Paris et à Toulouse. Il existait peu de données qualitatives sur le pourquoi de l'usage des drogues en matière de sexualité chez les gays. Toutefois les résultats des études sont contradictoires quant à la cooccurrence prise de produit/prise de risque.

Il s'agissait dans un premier temps d'identifier le type d'établissement festif accueillant les usagers, les profils d'usagers, les produits consommés, les différents modes d'usages et dans quels contextes. Il s'agissait ensuite de décrire en analysant et en articulant à la fois les différents usages dans leur contexte, les pratiques sexuelles et les comportements à risque. S'agissant donc de rendre compte du point de vue des usagers, nous avons choisi une méthode d'enquête qualitative de type ethnographique. Cela inclut les observations en contexte festif privé et public et surtout les entretiens intensifs ouverts au début de l'enquête puis semi-directifs avec des informateurs, des participants tout au long de l'année 2007 à Paris et à Toulouse.

Les participants ont été au nombre de 50, dont 35 usagers occasionnels et réguliers de substances psychoactives âgés de 22 à 45 ans socialement intégrés, avec une majorité de 30-39 ans. Quinze professionnels et bénévoles œuvrant dans le champ des toxicomanies et du VIH, des associatifs pour l'essentiel, ont également été interrogés. La présence d'un nombre significativement élevé de personnes déclarant être séropositives pour le VIH est à noter (15 sur 35).

Lorsque nous parlons du GBL, il s'agit en réalité de GHB. Le GBL est un décapant industriel peu cher et accessible. Il n'est pas classé comme produit toxique. Le GHB est le sous-produit du GBL après digestion. Il y a aussi des rumeurs quant à la diffusion du crystal, une méthamphétamine très addictive et associée à la sexualité.

En 2007, les espaces diffusant de la musique électronique accueillent principalement les consommateurs de substances illicites dans les deux villes. Le vecteur musique électro est très associé au contexte gay et aux consommations de produits. Il y a deux types d'espaces festifs correspondant à des usagers de types différents avec des usages partiellement différenciés. Ce sont d'une part, les soirées *gay friendly*, et d'autre part, les soirées plus exclusivement gays et plus nombreuses à Paris qu'à Toulouse. Ce sont précisément celles où la consommation de GBL et de kétamine est élevée. Ces produits sont pris en fin de soirée dans la perspective d'une sexualité qui viendra après la fête.

À Toulouse, les consommations de produits psychoactifs illicites sont moins visibles, le GBL et la kétamine peu présents en contexte public. L'anonymat y est moindre qu'à Paris, les soirées électro sont moins nombreuses que les soirées majoritairement *gay friendly*. On constate des consommations identiques en contexte privé et une majorité de consommateurs âgés de plus de 25 ans dans les deux villes.

Il existe une propension à « migrer » pour faire la fête hors des deux villes (offre festive, recherche d'anonymat, usage de produits psychoactifs et consommation sexuelle). Pour les Parisiens, il s'agit de Londres ou Berlin, pour les Toulousains, plutôt Barcelone. Les usagers se sentent plus en sécurité pour se droguer à Londres et considèrent que les organisateurs y appliquent une politique plus responsable vis-à-vis de la drogue.

L'usage peut être lié à la prise de risques mais aussi associé à d'autres facteurs contextuels, relationnels, sociaux et psychiques. En contexte électro gay, la polyconsommation est généralisée dans une logique utilitariste et opportuniste, semblable à celle observée dans d'autres contextes. L'usage de produits dans le milieu gay est en rapport avec la sexualité et ne cesse d'augmenter depuis trois ans, quel que soit le contexte.

L'influence de la consommation de produits psychoactifs sur le comportement dépend d'abord du rapport à la prévention de l'utilisateur. La prise de produits favorise les comportements à risque lorsque l'utilisateur n'applique pas de règles préventives systématiques de manière générale. En revanche, les usagers de produits psychoactifs déclarant se protéger systématiquement maintiennent leurs pratiques préventives sous l'effet des produits ou tendent à développer de nouvelles stratégies d'évitement du risque. Pour les personnes séropositives pour le VIH, la prise de produit permet d'atténuer la conscience du VIH dans la sexualité. L'usage de drogues n'induit pas, à lui seul, une augmentation des

prises de risques, mais « facilite » ou « autorise » les comportements à risque.

Certains usagers occasionnels de substances illicites, c'est-à-dire ceux qui ne prennent qu'un ou deux ecstasy au cours de l'année, déclarent être bien moins vigilants avec l'alcool qui est présent partout et dont on ne se méfie pas, et être encore plus vigilants quand ils consomment des substances illicites. Par ailleurs, la sexualité sous influence semble propice à l'addiction au point parfois que l'utilisateur ne puisse plus envisager une sexualité sans produit.

En conclusion, je dirais que, dans le cadre limité de cette étude, au vu des entretiens réalisés, rien dans le matériel recueilli ne permet de conclure à une relation causale entre usage de substances psychoactives et comportements sexuels à risque.

DANIELLE MESSAGER

Roberto Labuthie, vous allez nous présenter les actions de prévention que vous menez au Sneg.

ROBERTO LABUTHIE

DÉLÉGUÉ PRÉVENTION PARIS, SYNDICAT NATIONAL DES ENTREPRISES GAIES (SNEG)

Je vais vous faire une brève présentation du Sneg créé en 1990. À l'époque, beaucoup d'exploitants pensaient que distribuer des *flyers*, des préservatifs au public revenait à un risque de fermeture administrative. Cela était considéré comme une incitation à la débauche. Quelques exploitants se sont réunis et ont alors créé le Sneg. Cette structure est organisée en deux axes. Un axe syndical avec le côté administratif en relation avec les préfetures et les mairies. Un axe prévention en convention avec l'État depuis 1995. Cette équipe de prévention s'adresse à tout commerce, toute clientèle : *gay*, *gay friendly*, voire hétérosexuelle. Onze délégués travaillent sur toute la France, en convention avec les directions régionales des affaires sanitaires et sociales (Drass). Leur mission est de maintenir constamment une prévention au sein des établissements dits festifs (sans consommation sexuelle) et des lieux de sexe (saunas, bars avec *backrooms*...). Il s'agit principalement de restaurants, discothèques, bars, lieux festifs et lieux de convivialité au niveau du réseau national. Les lieux de type *backroom* avec consommation de sexe ne sont pas majoritaires en France. Le Sneg ne touche pas qu'une clientèle identitaire : gay (33 %), lesbien (2 %) ou gay/lesbien (13 %). La clientèle est aussi hétérosexuelle : *gay friendly* (27 %) et *hétéro friendly* (25 %). La force du Sneg est sa proximité avec les exploitants. L'action est menée en partenariat. Le Sneg est aussi associé au dispositif Fêtez Clairs. La charte du Sneg ressemble quelque peu à celle de Fêtez Clairs, elle met aussi l'accent sur la prévention des IST et du VIH. Les établissements de sexe qui sont signataires s'engagent sur une formation de leur personnel, sur la disponibilité des produits, gels, préservatifs et documentation.

Les derniers chiffres de l'Institut national de veille sanitaire (InVS) montrent qu'il y a une prophylaxie importante au sein de la communauté gay. En 2008, dans ces établissements, plus de 4 millions de préservatifs ont été distribués et 2,5 millions de dosettes de gels. Les prévisions pour 2009 sont en augmentation.

Notre travail avec l'InVS sur le Baromètre gay, initié en 2000, apporte quelques éléments de réponse sur l'usage des drogues (alcool, substances psychoactives) mais n'est pas assez qualitatif.

En 1998, avec l'arrivée du Viagra®, une campagne de sensibilisation, en partenariat avec la Mildt, auprès des établissements de sexe sur les dangers de l'association Viagra®/poppers a été mise en place. Une première brochure a été éditée *Et toi les drogues tu en sais quoi ?*, rééditée en 2002 et en 2008 en partenariat avec le dispositif Fêtez Clairs. D'autres ont suivi : *Restez protégés jusqu'au dernier verre* ou *Restez protégés jusqu'à la fin du trip*. En 2005, une campagne en collaboration avec le dispositif Trend a été mise en place en raison de la suite d'incidents répétés dus à l'utilisation du GHB, avec un travail de sensibilisation auprès des organisateurs de soirées.

En 2005, environ 2 500 répondants, parmi les personnes fréquentant les établissements qui travaillent en partenariat avec le Sneg sur Paris, ont déclaré avoir bu au moins une fois par semaine cinq verres d'alcool ou plus. L'alcool est très présent, coutumier au sein de cette population. Et 60 % ont consommé au moins un produit psychoactif. Le produit le plus courant est le poppers, viennent ensuite le cannabis, la cocaïne, les kétamines, le GHB, et enfin le crystal (3 %).

La difficulté rencontrée est aujourd'hui de donner une image qui ne soit pas ringarde de l'éducation pour la santé. En partenariat avec la mairie de Paris, nous avons réalisé une affiche qui a fait parler d'elle : *Pour tout achat de drogue, sida gratuit ou charge virale offerte*. Il s'agit d'amener les personnes qui fréquentent le milieu festif à s'interroger sur leur consommation et les conséquences de celle-ci.

ISSN 1242-1693

Nadia Sahali

Bénédicte Astier

Isabelle Baldisser

Antonio Ugidos

QUESTIONS DE LA SALLE

CRIPS

DIDIER JAYLE — En ce qui concerne le crystal, on comprend que c'est un produit d'importation. Il n'y a pas de distribution. Le Crips a fait un dépliant sur le crystal. Le crystal a-t-il une bonne image comme la cocaïne, ou est-ce un produit considéré comme dangereux à éviter absolument ?

SANDRINE FOURNIER — Je confirme qu'il n'y a pas de réseau de distribution. Le crystal vient de Los Angeles et New York et arrive ici par des amis. Il coûte entre 160 euros et 200 euros le gramme. Donc ce n'est pas du tout un produit de consommation courante. Il y a deux choses : le discours de ceux qui en consomment, c'est-à-dire une infime minorité, et les représentations et discours de ceux qui n'en ont jamais consommé, et là c'est tout à fait différent. Pour ceux qui n'en ont pas consommé, « si tu prends du crystal tu es superman ». Pour ceux qui l'ont expérimenté, c'est une drogue dangereuse. L'image dans la presse associe le crystal à la déchéance.

CONCLUSION

ANTONIO UGIDOS

Je pense que cette rencontre ne fait que renforcer l'intérêt que nous pouvons porter aux actions de réduction des risques. Le rôle du Crips Île-de-France est d'accompagner les acteurs de terrain dans leur travail de prévention. Le Crips a plusieurs projets sur l'année 2010 de soutien technique, d'ingénierie de formation, de conception de documents, d'évaluation. Comment aider les actions sur le terrain qu'elles soient de réduction des risques, communautaires, participatives ? Comment est-il possible d'apporter un soutien aux acteurs de terrain quand on voit que la principale source repose sur le bénévolat ? C'est ce qui est différent de chez nos amis anglais où ce sont les institutions qui s'investissent et financent les actions.

Je me rappelle la fin des années 1980 en France. Les seringues n'étaient pas en vente libre et nous avions justement eu une rencontre comme celle-ci où les Anglais nous présentaient leurs actions et nous expliquaient qu'à Londres, quand un usager de drogue était intercepté, s'il avait des seringues usagées dans sa poche, elles lui étaient confisquées et des neuves lui étaient données. Cela nous paraissait exceptionnel. Je ne connais pas en France d'expérience où ce sont les services de sécurité qui donnent comme message aux usagers « prends soin de toi ».